

MERCREDI 2 DÉCEMBRE 2009

LE DEVOIR.com

Libre de penser

[Accueil](#) > [Politique](#) > [Canada](#) > [«Le Soudan sera ton Guantánamo»](#)

«Le Soudan sera ton Guantánamo»

MARCO BÉLAIR-CIRINO 24 juillet 2009 Canada

Ottawa — Le Canadien d'origine soudanaise Abousfian Abdelrazik accuse le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) d'être complice de la torture qu'il a subie alors qu'il se trouvait en exil forcé à Khartoum, de 2003 à juin dernier.

L'homme de 47 ans a fait la lumière, hier, pour la première fois depuis son retour au Canada, sur la série d'épreuves douloureuses qu'il a surmontées avant d'être autorisé à rentrer au pays.

Des agents du SCRS lui ont rendu une visite surprise à son logement, en mars 2003, deux jours avant son départ pour Khartoum, où il devait rejoindre sa mère, qui éprouvait des ennuis de santé. «Ils m'ont demandé où je prévoyais aller. Ils posaient toujours cette question, même s'ils savaient que j'allais au Soudan», a affirmé Abousfian Abdelrazik, lors d'un point de presse à Ottawa. M. Abdelrazik aurait réussi à chasser les agents du SCRS avec l'aide de policiers du Service de police de la Ville de Montréal. «Nous verrons bien», a lancé un agent du SCRS avant d'accepter de quitter son domicile.

Soupçonné d'appartenir à la nébuleuse Al-Qaïda, Abousfian Abdelrazik est «kidnappé» par deux agents des services de renseignement soudanais à la fin de l'été 2003. Il est interrogé à peine une quinzaine de minutes, puis laissé dans une cellule de moins de quatre mètres carrés pendant près de deux semaines. «Un mètre et demi par deux mètres et demi», a-t-il précisé. «Imaginez, pendant 12 jours, on ne m'a rien demandé.»

Les agents des services de renseignement soudanais l'ont par la suite interrogé de nouveau, mais cette fois durant cinq à sept jours. «Ils m'ont frappé le visage, m'ont effrayé [...] et m'ont fait] des choses horribles», a-t-il raconté hier.

Avant de le remettre sous les verrous, ses geôliers l'ont conduit dans une salle de réunion où, derrière une table chargée de victuailles de toutes sortes (gâteaux, fruits, jus), se trouvaient des visages familiers; ceux des agents du SCRS. «Tu te souviens, à Montréal, je t'ai dit: tu verras. Alors, tu verras», aurait lancé l'un d'eux.

Les fonctionnaires canadiens auraient fait la sourde d'oreille devant les supplications du Montréalais d'origine soudanaise pour rentrer chez lui afin de retrouver ses enfants. «Tu es Soudanais et tu devrais passer ta vie au Soudan pour toujours. Tu n'es pas Canadien», ont-ils répondu. «Le Soudan sera ton Guantánamo», a laissé tomber un agent avant de prendre la poudre d'escampette.

«Si je les voyais, je pourrais les reconnaître», a affirmé Abousfian Abdelrazik. Aucune accusation n'a été portée contre lui.

Le citoyen canadien prétend avoir été «battu», «frappé», que ses «mains attachées ont été attachées au cadre d'une porte», avoir encaissé «des coups de pied», et avoir été «mis en isolement durant plusieurs mois» par des agents du renseignement soudanais, et ce, sous l'oeil complice d'agents canadiens.

M. Abdelrazik est transféré dans un autre centre de détention et y est retenu captif jusqu'en juillet 2004, puis libéré, à la suite d'une grève de la faim.

Abousfian Abdelrazik a appris, en novembre 2005, que des agents soudanais avaient des documents prétendument importants à lui remettre. Inquiet, M. Abdelrazik s'est assis avec le chef de mission à l'ambassade du Canada à Khartoum, Alan Bones, et celui-ci l'a l'assuré qu'il ne courait aucun risque s'il rencontrait les agents du service de renseignement soudanais. «Je lui fais confiance, [...] mais au moment où j'arrive là, je suis arrêté de nouveau.»

Il a passé les mois qui ont suivi dans une prison située au nord de Khartoum, où on lui a infligé la torture. «C'était pire, cette fois, parce que j'étais très malade.» Il a souffert coup sur coup de la malaria et d'une fièvre typhoïde.

Abousfian Abdelrazik est relâché le 20 juin 2006, mais ce n'est qu'en mars 2008 qu'il a décidé de suivre les conseils de son avocat et de se terrer à l'ambassade du Canada. Il y est resté 13 mois. «Selon moi, c'est aussi une prison. Il y a de la torture, pas physique, mais psychologique. Il exerçait de la pression sur moi afin que je quitte l'ambassade. Je me suis battu pour rester», a-t-il indiqué hier. «On faisait le minimum pour lui. On le faisait manger et on lui donnait une place pour dormir, c'est tout», a fait remarquer son avocat, Yavar Hameed.

Abousfian Abdelrazik y a notamment rencontré le secrétaire parlementaire des Affaires étrangères, Deepak Obhrai. «Plutôt que de m'aider, ils m'ont interrogé [à propos] de Ben Laden, du Hamas, d'Israël, et du 11-Septembre.»

«J'ai levé mon chandail et je leur ai dit: voici ce qui m'est arrivé en prison. Ils n'ont eu aucune réaction», a-t-il ajouté.

Deepak Obhrai a informé M. Abdelrazik que son nom figurait sur la liste noire des personnes interdites de vol par le Conseil de sécurité des Nations unies pour encore «un an, deux ans, trois ans» et qu'il ne pourrait pas rentrer au Canada de sitôt.

Abousfian Abdelrazik devra attendre que le juge Russel Zinn de la Cour fédérale ordonne, le 4 juin, son rapatriement au pays.

M. Abdelrazik accuse par ailleurs le SCRS d'avoir «traqué et harcelé» ses proches. Des agents auraient approché sa femme, qui souffrait alors d'un cancer, son beau-père ainsi que sa belle-soeur afin de monnayer des informations l'incriminant.

«Au restaurant, [ma femme] a trouvé son père et deux agents du SCRS. Ils lui ont proposé qu'elle leur livre de l'information à propos de moi, en échange d'un remboursement de ses dettes et d'un meilleur traitement à son cancer», a expliqué Abousfian Abdelrazik hier. Les agents l'auraient une nouvelle fois rencontrée, peu de temps avant qu'elle ne décède.

Abousfian Abdelrazik réclame un tête-à-tête avec Lawrence Cannon et Peter Van Loan, respectivement ministre des

Affaires étrangères et ministre de la Sécurité publique. Il les presse de retirer son nom de la liste «kafkaïenne» du Conseil de sécurité et que son nom soit blanchi. Il n'envisage pas, pour le moment, de demander des excuses officielles au gouvernement de Stephen Harper. «Ce n'est pas terminé», se désole-t-il. «Je veux vivre ma vie comme une personne normale, un être humain, un Canadien normal.»

» Canada (Pays), Abousfian Abdelrazik

[Haut de la page](#)

[Vos réactions](#)

© Le Devoir 2002-2009

DESIGN WEB = EGZAKT